

Décision 23-D-11 du 07 décembre 2023

relative à des pratiques mises en œuvre dans le secteur de la gestion déléguée des réseaux de chaleur

Posted on: 07 décembre 2023 | Secteur(s) :

ENERGIE / ENVIRONNEMENT

Présentation de la décision

Résumé

Aux termes de la présente décision, l'Autorité de la concurrence (ci-après « l'Autorité ») prononce un non-lieu pour des pratiques mises en œuvre dans le secteur de la gestion de réseaux de chaleur.

Les acteurs concernés par ces pratiques étaient :

- plusieurs entités du groupe EDF : Dalkia, E lectricité de Strasbourg, E S Services Energétiques (en tant qu'auteures), EDF Développement Environnement (en tant que socie mère d'E lectricité de Strasbourg) et EDF (en tant que socie mère de Dalkia, E lectricité de Strasbourg et E S Services Energétiques) ;
- Réseaux de Chaleur Urbains d'Alsace (ci-après « RCUA ») et Réseaux de Chaleur Urbains de l'Est (ci-après « RCUE »), filiales à actionnariat croisé, de tenues à hauteur de 51 % par Réseau Gaz de Strasbourg et de 49 % par Primeo Wa rmeholding AG et inversement, actives dans le domaine des réseaux de chaleur (en tant qu'auteures) ;
- Réseau Gaz de Strasbourg (ci-après « R-GDS »), socie anonyme de tenue majoritairement par la ville de Strasbourg, gestionnaire de réseau de distribution de gaz naturel et active notamment dans le domaine des réseaux de chaleur (en tant qu'auteure et socie mère de l'ensemble RCUA/RCUE) ;

- Primeo Wa rmeholding AG (ci-après « Primeo »), en tant que socie de la me re de l'ensemble RCUA/RCUE.

Les services d'instruction reprochaient à ces acteurs d'avoir pris part à une entente visant une répartition de marchés, en mettant en œuvre un ensemble d'accords et de pratiques concrètes contraires à l'article L. 420-1 du code de commerce lors de deux appels d'offres concernant trois réseaux de chaleur entrant dans le champ de compétence de l'Eurométropole de Strasbourg.

Ces pratiques consistaient, d'une part, en une répartition groupée constituée de R-GDS/RCUA et Dalkia/Electricité de Strasbourg à un appel d'offres concernant le réseau de chaleur de Hautepierre et, d'autre part, en des échanges d'informations préalables à un appel d'offres concernant les réseaux de chaleur de l'Elsau et de l'Esplanade.

En ce qui concerne la répartition groupée, l'Autorité a estimé que les éléments du dossier ne permettaient pas d'établir que le groupement litigieux était dépourvu de justification économique ou technique. L'Autorité a notamment relevé qu'à la date de la remise des candidatures, R-GDS ne disposait pas d'expérience dans l'exploitation d'un réseau de chaleur et RCUA n'était, quant à elle, dépourvue de moyens humains permettant de prendre en charge l'exploitation du réseau. L'Autorité a par ailleurs souligné qu'il fallait supposer que le groupement non justifie, en raison de la prépondérante capacité de RCUA à soumissionner seule, l'acquiescement de cette entreprise à une stratégie anticoncurrentielle de ses partenaires n'était pas démontré.

En ce qui concerne les échanges d'informations, l'Autorité a considéré que la restriction de concurrence n'était pas établie. Elle a relevé à cet égard que les caractéristiques des offres proposées individuellement par les entités mises en cause étaient très différentes du point de vue des solutions technologiques proposées. En outre, elle a estimé que les éléments du dossier faisaient apparaître que les parties avaient mis en place des mesures internes pour prévenir l'utilisation des informations éventuellement échangées préalablement pour la préparation de leur offre individuelle.

Informations sur la décision

**Origine de la
saisine**

Saisine d'office

Dispositif(s)

Non-lieu

**Entreprise(s)
concernée(s)**

Dalkia, E lectricite de Strasbourg, E S Services E nergetiques, EDF Developpement Environnement, EDF, Re seaux de Chaleur Urbains d'Alsace, Re seaux de Chaleur Urbains de l'Est, Reseau Gaz de Strasbourg, Primeo Warmingholding AG

Lire

Le texte intégral

433.88 Ko